

Le "par le peuple" de l'éducation populaire

Christian MAUREL (sociologue de l'éducation populaire et de la culture politique)

De la même manière qu'il ne saurait y avoir de véritable démocratie sans « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (Lincoln), il n'y a pas d'éducation populaire sans une éducation du peuple par (et avec) le peuple, seule réelle garantie que cette éducation aille dans le sens de ses intérêts, réponde à ses attentes et l'institue en permanence comme peuple. Cette mise en parallèle entre la définition de la démocratie de Lincoln et celle de l'éducation populaire n'est pas que de pure forme : elle indique la dimension et la portée éminemment politiques de la conception que nous nous faisons de l'éducation populaire.

C'est le "par le peuple" qui distingue l'éducation populaire des autres formes d'éducation : transmission unilatérale de ceux qui "savent" aux "ignorants", pratiques scolaires de la leçon à apprendre et du cours magistral, inculcation de la "vraie et bonne culture", emprise idéologique par différents canaux (discours, médias de masse, publicité...) visant l'obéissance, l'adhésion indiscutable, la domination et la soumission... Gobbels était ministre de la propagande... et de l'éducation du peuple. Mais faisait-il de l'éducation populaire ? Chacun jugera. L'Histoire, elle, a jugé.

Le "par le peuple" élément essentiel et distinctif de l'éducation populaire, appelle certaines remarques et interrogations qui indiquent son importance, son extension possible à tous les champs d'activité humaine (sauf, peut-être, la conduite d'opérations militaires), tant il est vrai, même si l'expression d'éducation populaire n'y est pas forcément employée, que comme pour la conception de la « machine de l'univers » de Nicolas de Cues, idée reprise par Pascal, l'éducation populaire est appelée à « être centre partout et circonférence nulle part », de la mise en place de jardins écologiques partagés à la conduite coopérative d'un laboratoire de recherche scientifique (voir à ce sujet, le film de Pierre Carles sur Pierre Bourdieu : *La sociologie est un sport de combat*).

Parmi ces remarques, celle-ci est essentielle : l'éducation populaire sous-entend, tant dans sa conception que dans ses manières de faire, que le peuple (tout un chacun là où il travaille, habite, se nourrit, vit, se cultive, se forme, apprend, fait société...) est à la fois l'objet et le sujet auteur et acteur de sa propre éducation. Autrement dit, l'éducation populaire est doublement populaire : au sens du peuple auquel elle s'adresse et au sens des processus, méthodes et procédés impliquant les individus eux-mêmes.

Qu'entend-on par peuple ? Le peuple au sens universel, politique et souverain composant une nation et liant contractuellement les individus sous la forme réitérée du processus législatif, que cela soit directement ou par délégation à des représentants élus ? On comprend alors mieux le sens profond et la portée politique du projet d'instruction publique de 1792 de Condorcet, instruction « toute la durée de la vie », transmettant « l'art de s'instruire par soi-même », visant à « substituer enfin l'ambition à éclairer les hommes à celle de les dominer » et à « se rendre capable des fonctions sociales auxquelles chacun a droit d'être appelé ».

S'agit-il prioritairement de ce que nous appelons le "peuple souffrant" (définition sociale), le

prolétariat et la petite paysannerie du 19^{ème} siècle, faisant dire à Ferdinand Pelloutier, responsable national de Bourses du travail en France que « ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups et qu'il faut instruire pour révolter » (*L'ouvrier des deux mondes*, avril et mai 1898) ?

Ou s'agit-il encore dans une troisième conception, du peuple au sens identitaire toujours sujet au repliement sur soi (le communautarisme) ou à manipulation populiste pouvant conduire au fascisme, peuple pour lequel une éducation populaire critique, permanente et politique est indispensable si nous ne voulons pas que l'histoire de l'humanité ne sombre une nouvelle fois dans la barbarie ?

Les trois conceptions du peuple que nous venons d'identifier et qui renvoient à des réalités objectives, concernent, pour des raisons qu'il s'agirait de préciser et de nommer, une éducation populaire soucieuse de se situer face aux enjeux de son temps Mais ne faut-il pas aller plus loin, sur un nouveau terrain, et considérer, en raison du développement d'un néolibéralisme mondialisé qui entend « gouverner les hommes selon le principe universel de la concurrence » (P. Dardot et C. Laval, *La nouvelle raison du monde...*), que ce que l'on appelle, par facilité et habitude, "le peuple" renvoie à ce que M. Hardt et A. Negri nomment « multitude » confrontée à « l'Empire » des multinationales et des organismes supranationaux que sont le FMI, l'OMC, la Banque mondiale.. ? Répondre par l'affirmative à cette question ne peut que conduire à repenser une éducation populaire encore trop enfermée dans des cadres nationaux.

L'éducation populaire ne doit-elle pas, en effet, contribuer à penser le monde à partir de chacune de nos proximités, à s'émanciper des contraintes qu'il nous impose en faisant le lien avec les contraintes vécues ailleurs mais qui ont une cause commune que P. Dardot et C. Laval nomment « nouvelle raison du monde néolibérale », et ainsi contribuer à l'augmentation individuelle, collective et démocratique de la puissance d'agir de la multitude par l'institution de "communs" résistant au marché et au contrôle des États ? Dans *Le Monde* du 31-8-2018, Pierre Rosanvallon dit que « l'impuissance naît de l'impensé ». L'éducation populaire n'aurait-elle pas pour tâche d'impliquer chacun d'entre nous dans la construction d'une intelligence collective d'un monde de plus en plus complexe qui ne peut continuer sa course folle à l'abîme, et dans l'élaboration d'un nouvel imaginaire social ? Cette intelligence et cet imaginaire de mieux en mieux partagés nous mettraient avec une puissance sociale augmentée et plus consciente des enjeux (préservation de la planète, réduction des inégalités, appropriation critique des savoirs et des techniques, institution d'une démocratie réelle...) sur le chemin d'une urgente et nécessaire bifurcation de l'humanité dont les femmes et les hommes de toutes conditions seraient les seuls et véritables auteurs et acteurs.

« Personne ne s'éduque seul, personne n'éduque personne, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde » nous dit Paolo Freire dans sa *Pédagogie des opprimés* (1974). Ce passage d'une conception bancaire des savoirs que les "sachants" viennent déposer dans la tête des ignorants, quelques fois contre leur gré, à une conception coopérative de la connaissance, ouvre sur deux visions complémentaires de l'éducation populaire. L'une que nous qualifions d'"organique" au sens où elle fait corps avec les mouvements de transformation des individus et des rapports sociaux et dont le mouvement des gilets jaunes donne, au delà des critiques dont il est l'objet, une illustration : des hommes et des femmes qui étaient les oubliés de la République et qui se désintéressaient de la vie politique, se construisent une conscience des réalités, d'eux-mêmes et de leur puissance sociale, expriment des doléances et formulent des revendications et

des propositions, bousculent l'agenda du gouvernement et des assemblées jusqu'à conduire un président de la République à organiser une "grand débat national".

La deuxième manière de mettre en pratique l'éducation populaire est celle que nous nommons "propédeutique" au sens où elle prépare (ou devrait préparer), dans le cadre d'associations, de mouvements et de fédérations dont c'est la mission, tout un chacun et notamment les plus jeunes, à s'engager dans les transformations socio-historiques qu'ils jugeront nécessaires et à devenir des sujets auteurs et acteurs de leur itinéraire par des procédures et des méthodes dont j'ai donné quelques exemples concrets dans *Éducation populaire et questions de société. Les dimensions culturelles du changement social*, Edilivre, 2017 : le débat mouvant, la construction collective des savoirs dite "méthode des petits papiers", la conférence populaire où chacun est conférencier, l'arpentage (méthode coopérative d'appropriation collective de savoirs "savants"), la conférence gesticulée suivie de séances de désintoxication de la langue de bois, le théâtre forum, les médias citoyens, la méthode dite des "porteurs de paroles", la construction collective d'arbres de propositions, la pédagogie des conseils (d'administration, de maisons, de jeunes...), la création artistique partagée, le "partir de ce qui affecte les gens" donnant la parole à ceux qui ne l'ont pas en vue de formuler des revendications et des propositions, le processus "parole, savoir, œuvre, pouvoir, émancipation" du sociologue clinicien, Pierre Roche... La liste n'est pas limitative. Toutes ces méthodes ont en commun de faire des individus les "bénéficiaires" et en même temps les acteurs de processus éducatifs sur les questions de société les plus diverses en les mettant sur « une voie coopérative d'émancipation avec, par et pour le peuple » (Christian Verrier, *Former à la recherche en éducation populaire*, éditions Chronique Sociale, 2017).

Ainsi, l'éducation populaire, à la différence de formes plus instituées de l'éducation, ne saurait être un acte autoritaire mais un processus d'autorisation (Ardoino employait le terme d' « auteurisation ») à dire et à faire ce qui nous apparaissait jusque là impossible ou interdit. Et, par conséquent, de s'affirmer comme des espaces et des temps de subversion dans ce moment crucial pour l'humanité où le néolibéralisme tend à s'imposer comme la seule et indépassable "raison du monde".